



Renouer avec la prospérité

Mémoire prébudgétaire présenté au
ministère des finances du québec

Renaud Brossard

Fédération canadienne des contribuables

JANVIER 2021

Fédération
canadienne des

contribuables

Table des matières

À propos de la Fédération canadienne des contribuables	1
Sommaire exécutif	2
Utiliser des stimuli fiscaux afin de propulser une relance économique par la base	4
Baisser les impôts des particuliers afin de hausser le revenu disponible des ménages	4
Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques	6
Remplacer les subventions par une baisse de l'impôt aux entreprises afin de stimuler tous les secteurs de l'économie québécoise	7
Réduire les dépenses pour assurer un gouvernement durable	9
Réduire de 15 pour cent les dépenses de rémunération des fonctionnaires	9
Diminuer la rémunération des élus afin de prêcher par l'exemple	12
Implanter un programme de partage des économies afin d'inciter les fonctionnaires à proposer des stratégies de réduction des coûts	13
Conclusion	14

À propos de la Fédération canadienne des contribuables

La Fédération canadienne des contribuables est un organisme à but non-lucratif, non-partisan, de défense des citoyens, qui lutte pour moins d'impôts, moins de gaspillage et plus d'imputabilité au gouvernement. La FCC a été fondée en Saskatchewan en 1990 lorsque l'*Association of Saskatchewan Taxpayers* et la *Resolution One Association of Alberta* ont joint leurs forces afin de créer une association nationale de défense des contribuables. Aujourd'hui, la FCC a plus de 235 000 sympathisants à travers le pays.

La FCC a un bureau fédéral à Ottawa, ainsi que des bureaux régionaux en Colombie-Britannique, en Alberta, dans les Prairies (SK et MB), en Ontario, au Québec et dans le Canada Atlantique (NB, PE, NS et NL). Les bureaux régionaux de la FCC font de la recherche et des activités en lien avec leur mission de défense des contribuables de leurs régions, en plus de leur rôle de représentants locaux d'initiatives pancanadiennes.

Les bureaux régionaux de la FCC font des centaines d'entrevues à chaque mois, tiennent des conférences de presse et émettent régulièrement des communiqués de presse, lettres d'opinion et autres publications au nom de tous les supporters de la FCC. La publication phare de la FCC, le magazine *The Taxpayer* (en anglais seulement) est publié quatre fois par année. Les courriels *Info-action* sont

envoyés au fur et à mesure que des enjeux font surface. Les bureaux de la FCC envoient aussi des commentaires semi-hebdomadaires à plus de 800 médias et personnalités publiques dans l'ensemble du pays.

Chaque contribuable canadien supportant la mission de la Fédération canadienne des contribuables peut, gratuitement, devenir l'un de nos sympathisants en s'inscrivant à notre liste d'envoi Info-action. Les sympathisants ayant fait un don peuvent aussi recevoir notre publication phare, le magazine *The Taxpayer* (en anglais), publié trois fois par an.

La Fédération canadienne des contribuables est un organisme indépendant, sans affiliation institutionnelle ou partisane. Il est prohibé pour ses employés et membres du conseil d'administration d'être membres de partis politiques. En 2019-2020, la Fédération a amassé 4,8 millions de dollars grâce à 31 665 dons. Les dons effectués à la FCC ne sont pas déductibles d'impôt.

Fédération
canadienne des
contribuables

Sommaire exécutif

La pandémie a eu un fort impact sur les finances des gouvernements canadiens, et le Québec n'en fait pas exception.

Si la province est entrée dans la crise avec une situation budgétaire enviable, suite au dépôt de son sixième budget équilibré consécutif, la situation s'est vite détériorée. Selon les plus récentes données disponibles, le gouvernement du Québec s'attend à effectuer un déficit de 15 milliards de dollars cette année, sortant de la crise avec un déficit structurel s'établissant entre 5,5 et 7 milliards de dollars.¹

Si le ministre des Finances a établi 2025 comme cible de retour à l'équilibre budgétaire,² aucun plan concret n'a encore été mis de l'avant pour éliminer le déficit structurel et permettre un retour à l'équilibre budgétaire.

L'économie québécoise a aussi beaucoup souffert des conséquences de la pandémie, avec un recul du PIB prévu de six pour cent malgré les efforts gouvernementaux.³

Dans le cadre de ce budget, le défi du gouvernement sera donc de trouver le bon équilibre entre les mesures d'efficacité visant à restaurer la viabilité à long-terme des finances publiques, tout en implantant les politiques nécessaires à la relance économique.

Nous proposons donc un mélange de mesures d'efficacité visant à aider à éliminer le déficit actuel, ainsi que des baisses de taxes et d'impôts sous forme de stimuli fiscaux afin d'aider à la reprise de l'économie locale. Les mesures ci-dessous visent l'atteinte d'un ratio de deux pour un entre l'épargne budgétaire et l'usage de stimuli fiscaux.

- Baisser les impôts des particuliers afin de hausser le revenu disponible des ménages;
- Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques;
- Remplacer les subventions par une baisse de l'impôt aux entreprises afin de stimuler tous les secteurs de l'économie québécoise ;
- Réduire de 15 pour cent les dépenses de rémunération des fonctionnaires;
- Réduire les indemnités des élus;
- Implanter un programme de partage des économies afin d'identifier des opportunités d'épargne.

Grâce à ces mesures, nous sommes confiants que le Québec sortira de cette crise plus fort et plus résilient.

¹ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2020/documents/AUTFR_lepointNov2020.pdf

² <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2020-10-19/pas-de-retour-a-l-equilibre-budgetaire-au-quebec-avant-2025-2026.php>

³ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2020/documents/AUTFR_lepointNov2020.pdf

	Stimulus fiscal	Épargne budgétaire
Baisser les impôts des particuliers :	3 400\$	
Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques :	377\$	
Remplacer les subventions par une baisse de l'impôt aux entreprises afin de stimuler tous les secteurs de l'économie québécoise :	3 700\$	3 700\$
Réduire de 15 pour cent les dépenses de rémunération des fonctionnaires :		7 600\$
Diminuer la rémunération des élus afin de prêcher par l'exemple :		3\$
Implanter un programme de partage des économies afin d'inciter les fonctionnaires à proposer des stratégies de réduction des coûts :		N/A
Total par catégorie :	<u>7 477\$</u>	<u>11 303\$</u>
Impact budgétaire net :		3 826\$
Solde budgétaire prévu dans la mise à jour économique d'automne :		(8 250\$)
Solde budgétaire prévu après l'adoption des mesures proposées :		<u>(4 424\$)</u>

Tous les chiffres sont en millions

Utiliser des stimuli fiscaux afin de propulser une relance économique par la base

Baisser les impôts des particuliers afin de hausser le revenu disponible des ménages

Impact budgétaire estimé : 3,4 milliards de dollars en stimulus fiscal

Tant par les entrevues⁴ accordées par le ministre de l'Économie sur le thème de la relance que par son Plan pour une économie verte,⁵ le gouvernement a montré sa volonté de propulser la relance par une série d'investissements dans des secteurs jugés stratégiques. Il est clair que le gouvernement s'inspire du même modèle qu'ont suivi bon nombre de gouvernements avant lui : dépenser afin de restaurer la confiance des consommateurs et investisseurs dans l'espoir de stimuler l'investissement et la consommation.

Lors des périodes de ralentissement économique, la consommation ralentit en réponse au réflexe d'épargne préventive de consommateurs craignant de perdre leurs revenus en partie ou en totalité. Ce phénomène d'épargne préventive a été documenté tant au cours de la récession de 2008 qu'au cours de la récession découlant de la pandémie de COVID-19.⁷

Il est important de noter que la recherche économique établit un lien clair entre les allègements fiscaux et la croissance économique.^{8 9 10}

L'un des nombreux à la disposition des gouvernements visant à stimuler la confiance des consommateurs est d'augmenter leur revenu disponible à l'aide d'allègements fiscaux. En prenant moins d'argent dans les poches des contribuables, les gouvernements sont en mesure d'augmenter le revenu disponible des ménages et de les mettre à profit pour contribuer à la croissance économique.

Avant même que la pandémie ne frappe, le revenu disponible des Québécois et Québécoises traînait de la patte, affichant un retard de plus de 10 pour cent par rapport à la moyenne des provinces canadiennes.¹¹ Outre l'Île-du-Prince-Édouard, les citoyens d'aucune province canadienne n'avaient un revenu disponible aussi faible que le Québec. Il existe un lien clair entre le revenu disponible des ménages et la consommation des ménages,^{12 13} tout comme il en existe un entre la consommation des ménages et la croissance du produit intérieur brut.

⁴ <https://www.lapresse.ca/affaires/portfolios/2020-09-21/relance-economique/la-relance-economique-a-la-sauce-fitzgibbon.php>

⁵ <https://www.quebec.ca/premier-ministre/actualites/detail/le-gouvernement-du-quebec-lance-le-plan-pour-une-economie-verte-20300/>

⁶ <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2016/12/31/Precautionary-Savings-in-the-Great-Recession-25708>

⁷ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/200911/cg-a002-eng.htm>

⁸ https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/09_effects_income_tax_changes_economic_growth_gale_samwick.pdf

⁹ <https://www.taxpolicycenter.org/briefing-book/how-do-taxes-affect-economy-long-run>

¹⁰ <https://taxfoundation.org/what-evidence-taxes-and-growth/#:~:text=In%20sum%2C%20the%20U.S.%20tax,a%20higher%20standard%20of%20living>

¹¹ <http://www.rbc.com/economics/economic-reports/pdf/provincial-forecasts/provtbl.pdf>

¹² <http://www.econ2.jhu.edu/people/ccarroll/papers/cos-wealth-effects-literature/papers/macklem.pdf>

¹³ <https://www.atlantis-press.com/proceedings/emehss-17/25874812>

En réinjectant la moitié de l'épargne identifiée dans ce document dans une réduction généralisée de l'impôt sur le revenu des particuliers, le gouvernement serait en mesure de réduire de 9,6 pour cent la facture d'impôts des Québécois et Québécoises. Cela permettrait de réinjecter 3,4 milliards de dollars directement dans notre économie locale.¹⁴

Revenu imposable	Facture d'impôts actuelle	Facture d'impôts après la baisse suggérée	Épargne découlant de la baisse suggérée
50 000\$	5 177\$	4 680\$	497\$
70 000\$	9 174\$	8 293\$	881\$
90 000\$	13 174\$	11 909\$	1 265\$

Source: Intuit TurboTax

¹⁴ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2020/documents/AUTFR_lepointNov2020.pdf

Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques

Impact budgétaire estimé : 377 millions de dollars en stimulus fiscal

Lorsque les Québécois et Québécoises achètent des produits et services soumis à une taxe spécifique, tels l'alcool et les carburants, ils se trouvent dans une situation où ils paient une taxe de vente sur le montant de taxe incluse dans le prix de leur produit. Cela crée une situation connue comme une « taxe sur la taxe, » où l'imposition initiale est à nouveau imposée.

Cette taxe sur la taxe contrevient au principe même de la taxe à la consommation, où ce n'est plus que le produit ou service consommé qui est taxé, mais bien la ponction fiscale initiale effectuée. Chaque année, ce phénomène coûte des centaines de millions de dollars aux Québécois et Québécoises, et ce peu importe leur niveau de revenu.

L'an dernier, le gouvernement a récolté près de 3,8 milliards de dollars à l'aide de ses taxes spécifiques sur les carburants, l'alcool et le tabac.¹⁵ Cela implique 377 millions de dollars en revenus de taxe de vente du Québec facturée sur les taxes spécifiques.¹⁶ Cette double taxation ne s'applique pas dans toutes les provinces canadiennes. Les citoyens de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba ne paient aucune taxe de vente provinciale facturée sur leurs taxes spécifiques.

Nous recommandons au gouvernement du Québec d'effectuer le calcul de la taxe de vente du Québec sur le prix de vente avant l'application de ses taxes spécifiques. Nous estimons que cela permettrait aux contribuables québécois d'épargner 377 millions de dollars par année.

Taxe	Revenu (en millions)
Taxe sur les carburants	2 206\$
Taxe sur le tabac	938\$
Taxe sur les boissons alcooliques	637\$
TOTAL :	3 781\$
Revenus de TVQ tirés de la double-taxation :	377\$

Source : Comptes publics 2019-20, volume 1

¹⁵ http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2019-2020.pdf

¹⁶ http://www.taxpayer.com/media/2020_CTF_GTHD_FRENCH.pdf

Remplacer les subventions par une baisse de l'impôt aux entreprises afin de stimuler tous les secteurs de l'économie québécoise

Impact budgétaire estimé : 3,7 milliards de dollars en épargne budgétaire et 3,7 milliards de dollars en stimulus pour les entreprises locales

Les effets de la récession actuelle ne sont pas circonscrits à une poignée de secteurs de l'économie québécoise; ils en affectent la totalité. Il est donc clair qu'une série d'aides gouvernementales ciblées afin d'aider certains secteurs ou certaines industries bien spécifiques ne reflète pas les besoins actuels de l'économie québécoise.

Il est aussi important de noter que les subventions – directes ou indirectes – ne sont pas l'outil le plus efficace dont les gouvernements disposent afin d'attirer des entreprises et aider à la création de nouveaux emplois. Lorsque les chefs d'entreprise choisissent où relocaliser ou étendre leurs activités, ils ont tendance à se préoccuper davantage de la rentabilité à long terme que de la disponibilité de subventions ponctuelles.¹⁷

D'autres facteurs tels le fardeau réglementaire, le niveau d'éducation de la main-d'œuvre, la disponibilité d'infrastructures de transport et l'accès aux marchés ont un bien plus grand impact dans une décision de relocalisation qu'une offre de subvention ponctuelle aux frais des contribuables.¹⁸ Les subventions sont en quelque sorte la cerise sur le sundae pour les entrepreneurs ayant déjà réalisé une analyse coût-bénéfice quant aux divers endroits viables où réaliser leurs projets.

La recherche économique réalisée aux États-Unis n'a trouvé aucune relation statistiquement significative entre les subventions aux entreprises et la croissance économique ou les niveaux de PIB per capita.¹⁹ Ce qui est clair, en revanche, est que le taux d'impôt sur le revenu des entreprises, comparé aux juridictions voisines et concurrentes affecte la productivité d'une entreprise et, ultimement, sa rentabilité et sa vitesse de croissance.²⁰

Avoir des taux d'imposition concurrentiels permet d'attirer de nouvelles entreprises et les investissements directs qui y sont associés.²¹ De surcroît, des taux d'imposition plus bas réduisent le coût du capital pour les créateurs d'emploi, permettant d'accroître leur capacité à réinvestir dans la croissance de leurs entreprises.²²

Taux général d'imposition des sociétés dans les grandes provinces	
Juridiction	Taux général
Colombie-Britannique	12,0%
Québec	11,5%
Ontario	11,5%
Moyenne des grandes provinces	10,8%
Alberta	8,0%

Source : Sites web des gouvernements provinciaux

¹⁷ https://www.mercatus.org/system/files/farren_and_philpot_-_policy_brief_-_amazon_hq2_the_story_so_far_-_v1.pdf

¹⁸ <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/cohen-1.pdf>

¹⁹ <https://medium.com/concentrated-benefits/florida-man-seeks-a-quarter-of-a-billion-dollars-6bb6fe36a96e>

²⁰ <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/41997578.pdf>

²¹ <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/41997578.pdf>

²² https://files.taxfoundation.org/legacy/docs/TaxFoundation_FF477.pdf

L'un des thèmes clés depuis l'élection de ce gouvernement est l'importance de combler l'écart de richesse entre le Québec et l'Ontario. Avec raison, le gouvernement a identifié la productivité et les emplois bien rémunérés comme moteur pour effectuer ce grand rattrapage.²³

Le taux d'impôt corporatif québécois se situant au même niveau que le taux prévalant en Ontario, il est clair qu'il n'aide pas à effectuer ce rattrapage, mais bien à maintenir l'écart existant.

Remplacer les subventions directes et indirectes aux entreprises par des baisses de l'impôt corporatif, de façon neutre monétairement procurerait un autre avantage, soit celui de réduire les distorsions économiques associées aux mesures financières ciblées.²⁴ La relance économique québécoise et son rattrapage avec l'Ontario ne doivent pas reposer sur les espoirs de croissance de quelques secteurs ciblés, mais bien sur la croissance de chaque secteur de son économie, ainsi que la création d'emplois bien rémunérés qui y est associée.

Selon nos calculs, éliminer les subventions aux entreprises permettrait aux contribuables d'épargner 3,7 milliards de dollars en se basant sur les comptes-publics 2019-2020.^{25 26},

Afin de s'assurer que cette épargne puisse contribuer à stimuler l'économie québécoise, nous recommandons qu'elle soit accompagnée par une réduction équivalente de l'impôt sur le revenu des sociétés. Cela représenterait une diminution de 1,4 points du taux applicable pour les petites entreprises et de 4,0 points du taux général.²⁷ Il est important de noter que cela ferait du Québec la province avec le taux d'impôt des sociétés le plus attrayant au Canada.

²³ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1647469/plan-productivite-economie-ministre-eric-girard>

²⁴ https://www.jec.senate.gov/public/_cache/files/fe2eafaa-f355-462f-b515-15ad4a8f5e74/the-inefficiency-of-targeted-tax-policies-april-1997.pdf

²⁵ http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2019-2020.pdf

²⁶ http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol2-2019-2020.pdf

²⁷ <https://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/impots/impot-des-societes/declaration-de-revenus-des-societes/calcul-de-limpot-sur-le-revenu-dune-societe/>

Réduire les dépenses pour assurer un gouvernement durable

Réduire de 15 pour cent les dépenses de rémunération des fonctionnaires

Impact budgétaire estimé : 7,6 milliards de dollars en épargne budgétaire

Dans le contexte actuel, où le gouvernement prévoit un déficit cumulé de 30 milliards de dollars d'ici l'année financière 2022-23²⁸ et n'a pas encore mis de l'avant de plan concret pour revenir à l'équilibre budgétaire, il est clair que des efforts de rationalisation sont nécessaires.

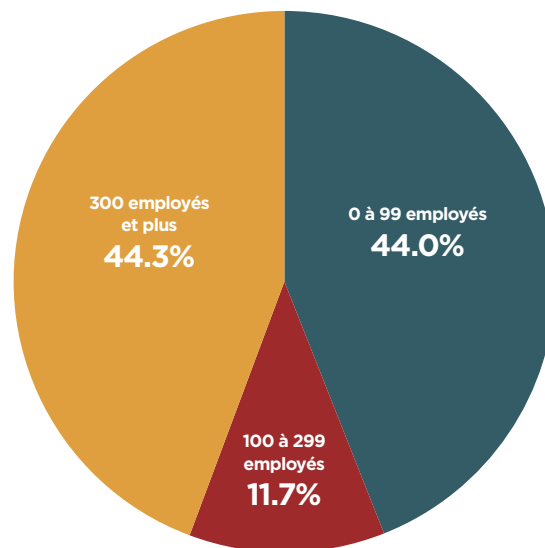
Pour l'année financière 2019-2020, les contribuables québécois ont versé 50,9 milliards de dollars en rémunération²⁹ à plus d'un demi-million³⁰ d'employés gouvernementaux. Cela représente près de 45 pour cent de l'ensemble des dépenses gouvernementales.

Considérant l'importance des dépenses de rémunération dans le budget du gouvernement du Québec, il est clair qu'une réduction du poids de ces dépenses doit faire partie intégrante de tout plan de retour à l'équilibre budgétaire.

Au Québec, les employés gouvernementaux bénéficient de conditions de travail nettement plus avantageuses que ce qui se fait dans le secteur privé au Québec. Si les chiffres de l'Institut de la Statistique du Québec parlent d'une parité entre les employés gouvernementaux et les travailleurs du secteur privé au Québec selon les statistiques de revenu pré-pandémiques, il est important de noter qu'ils omettent une

part importante des travailleurs québécois du secteur privé de leur comparaison, se limitant à comparer les statistiques de revenu qu'avec les Québécois et Québécoises travaillant au sein d'entreprises de 200 employés et plus.³¹

Emploi dans le secteur privé au Québec selon la taille de l'entreprise, 2019



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0215-01

²⁸ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2020/documents/AUTFR_lepointNov2020.pdf

²⁹ http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2019-2020.pdf

³⁰ <https://www.tresor.gouv.qc.ca/negos/tout-sur-les-negos/>

³¹ <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/remuneration-des-salaries-etat-et-evolution-comparés-2020.pdf>

Si Statistique Canada ne rend pas disponible les données précises pour le nombre de travailleurs du secteur privé québécois travaillant dans des entreprises de 200 employés et moins, les données concernant les travailleurs québécois employés par des entreprises de 99 employés et moins le sont. Selon celles-ci, 44 pour cent des travailleurs québécois œuvrant dans un secteur outre que l'administration publique au Québec travaillent dans une entreprise comptant 99 employés et moins. Un autre 11,5 pour cent travaillant dans une entreprise comptant entre 100 et 299 employés.³²

Cette différence est importante car il y a une forte différence entre le niveau de rémunération des employés travaillant au sein d'organisations comptant moins de 200 employés et ceux travaillant au sein d'organisation de 200 employés et plus, tel que le montre le graphique suivant.

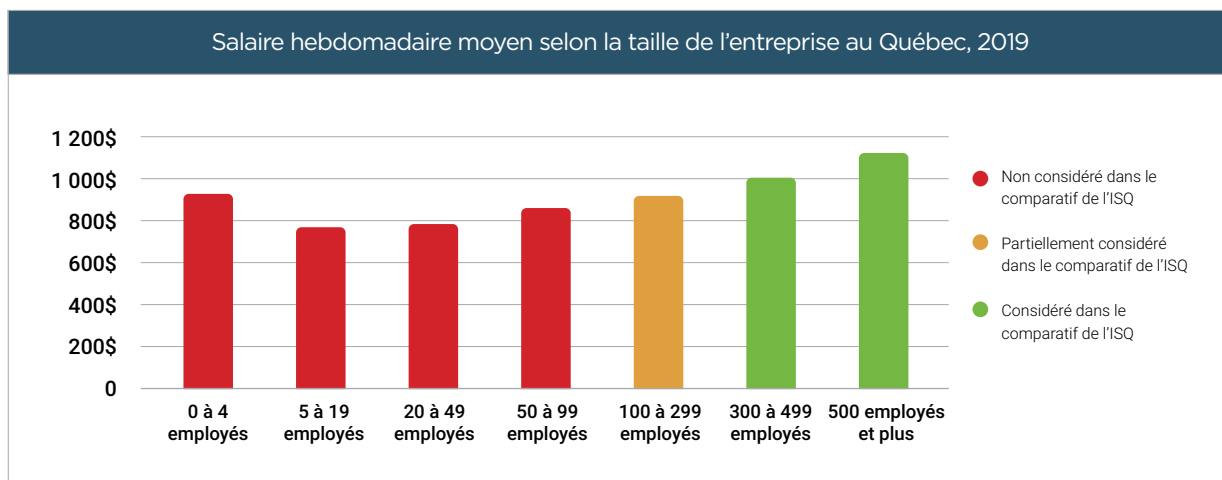
En omettant les plus de 45 pour cent de travailleurs québécois du secteur privé travaillant pour une entreprise de moins de 200 employés, il est clair que le rapport de l'Institut de la statistique du Québec représente une réalité tronquée de la réalité des travailleurs et travailleuses du Québec dans le secteur privé. Il devient aussi clair que la rémunération pécuniaire offerte aux employés du gouvernement du Québec était plus avantageuse que celle offerte à leurs confrères du privé, ce même avant que ceux-ci subissent des pertes

financières des suites de la pandémie. C'est sans compter les avantages sociaux non-pécuniers, telle la sécurité d'emploi et le type de pension dont les fonctionnaires québécois bénéficient.

Il est aussi important de noter que, malgré les efforts de rationalisation des dernières années, l'appareil administratif québécois demeure l'un des plus gros au pays.

Le rapport MacKinnon,³³ déposé l'an dernier en Alberta, a offert un portrait troublant de la bureaucratie québécoise. Lorsque comparé aux autres provinces les plus peuplées (Ontario, Colombie-Britannique et Alberta), l'appareil administratif québécois est le plus gros au pays. Cet appareil administratif ne donne aucun service aux citoyens.

Pour chaque tranche de 100 000 citoyens vivant au Québec,³⁴ il y a environ 997 employés administratifs gouvernementaux selon les données de Statistique Canada.³⁵ En moyenne, les trois autres provinces les plus peuplées ont 632 employés administratifs gouvernementaux par tranche de 100 000 habitants. Si l'appareil administratif gouvernemental québécois avait une taille similaire à celui des autres provinces les plus peuplées, il compterait un peu plus de 54 000 employés, soit 31 000 employés de moins qu'il ne compte aujourd'hui.

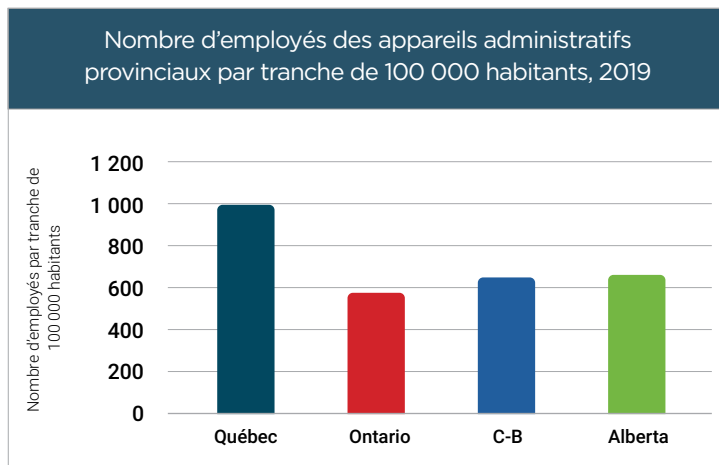


Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0063-01

³³ <https://open.alberta.ca/dataset/081ba74d-95c8-43ab-9097-cef17a9fb59c/resource/257f040a-2645-49e7-b40b-462e4b5c059c/download/blue-ribbon-panel-report.pdf>

³⁴ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/cv.action?pid=1710000501>

³⁵ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1410020201>



Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0202-01

En ramenant la taille de l'appareil administratif québécois à la moyenne des autres provinces peuplées, les contribuables pourraient épargner environ 2,0 milliards de dollars par année.³⁶

C'est dans cette optique que nous recommandons au gouvernement de proposer un plan afin de réduire de 15 pour cent les dépenses de rémunération du gouvernement du Québec. Nous recommandons que l'atteinte de cet objectif passe à la fois par une réduction de la taille de l'appareil administratif québécois et par une réduction générale des dépenses de rémunération. Nous estimons que cette mesure permettrait aux Québécois et Québécoises d'épargner 7,6 milliards de dollars sur une base annuelle.

³⁶ https://bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01681FR_remuneration2020F01.pdf

Diminuer la rémunération des élus afin de prêcher par l'exemple

Impact budgétaire estimé : 2,5 millions de dollars en épargne budgétaire

À travers le monde, les leaders politiques ont reconnu que les gouvernements devaient faire preuve de leadership et de solidarité avec leurs concitoyens affectés par la pandémie. De nombreux leaders politiques ont donc choisi de diminuer leur rémunération afin de montrer qu'ils n'étaient pas exempts des sacrifices demandés à leur population. En Nouvelle-Zélande, la première ministre Jacinda Ardern a lancé un mouvement mondial en réduisant son salaire et celui de ses ministres de 20 pour cent.³⁷

Au Canada, le premier ministre manitobain Brian Pallister a réduit son salaire de base de 25 pour cent³⁸ tandis qu'il négociait une réduction des heures et des mises à pieds temporaires auprès des syndicats d'employés gouvernementaux afin de pouvoir rediriger des fonds vers les services de première ligne tels la santé. À Halifax, le maire Mike Savage a aussi réduit son salaire de 20 pour cent³⁹ tandis que la municipalité coupait 1 480 postes en réponse aux impacts budgétaires de la pandémie.

Le retour vers l'équilibre budgétaire au Québec nécessitera une diminution des dépenses de rémunération au gouvernement, surtout lorsque l'on considère que 45 pour cent du budget du Québec est accaparé par la rémunération de ses employés.⁴⁰ Les leaders politiques de la province doivent montrer qu'ils ne sont pas immunisés contre de telles coupes en temps de difficultés économiques.

La rémunération des élus québécois coûte 15,5 millions de dollars aux québécois à chaque année, soit 11 millions de dollars en indemnités de base et 3,5 millions de dollars en indemnités additionnelles.⁴¹

Nous recommandons au gouvernement de réduire l'indemnité de base des élus de 15 pour cent, la faisant passer de 95 704\$ à 81 349\$ par année.⁴² Nous recommandons aussi de réduire les indemnités additionnelles de 20%. Cela permettrait aux élus d'envoyer un message clair, tant à la population qu'aux employés gouvernementaux, que les élus ne sont pas exclus des sacrifices financiers qu'ils ont du faire. Cela permettrait de libérer 2,5 millions de dollars en épargne budgétaire.

³⁷ <https://www.nzherald.co.nz/nz/covid-19-coronavirus-politicians-pass-temporary-law-for-own-pay-cuts/EEPZBFROPNIZE7SZCWIZVE4FXE/>

³⁸ <https://winnipeg.ctvnews.ca/manitoba-premier-takes-pay-cut-as-he-seeks-public-sector-cuts-during-pandemic-1.4905764>

³⁹ <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/halifax-mayor-taking-cut-to-190k-salary-during-pandemic-1.5534267>

⁴⁰ http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2019-2020.pdf

⁴¹ <http://www.assnat.qc.ca/fr/abc-assemblee/fonction-depute/indemnite-allocations.html#IndemBase>

⁴² <http://www.assnat.qc.ca/fr/abc-assemblee/fonction-depute/indemnite-allocations.html#IndemBase>

Implanter un programme de partage des économies afin d'inciter les fonctionnaires à proposer des stratégies de réduction des coûts

Impact budgétaire estimé : inconnu

Dans une organisation, les économies peuvent à la fois provenir de grands plans de réorganisation, qu'elles peuvent provenir d'idées de simplification des opérations sur le terrain. Que ces mesures visent à changer fondamentalement la structure d'un ministère ou améliorer la prestation de services d'une petite équipe, toute idée permettant de faire sauver de l'argent aux contribuables québécois sans affecter la qualité des services reçus devrait être explorée par le gouvernement du Québec.

L'offre d'incitatifs financiers pour les mesures d'efficience, par exemple via des programmes de partages des économies, est une mesure qui a eu du succès dans le secteur privé et peut être adaptée sans problème aux réalités des organisations gouvernementales. Le partage des économies est un programme de prime à la performance offrant des récompenses monétaires aux employés qui aident une organisation à réduire ses coûts, permettant ultimement de rehausser le moral des employés et le niveau de service aux usagers.⁴³

Divers gouvernements régionaux et locaux ont adopté de tels programmes et ont pu profiter de l'épargne provenant des propositions de leurs employés, au bénéfice des contribuables, fonctionnaires et structures gouvernementales.⁴⁴ La municipalité de Baltimore, par exemple, a réussi à épargner 950 000\$ dès la première année où son programme a été mis en vigueur.⁴⁵

Des initiatives similaires pourraient être adoptées au Québec. Nous recommandons au gouvernement du Québec de mettre en place un programme d'incitatifs financiers visant à stimuler les employés gouvernementaux à proposer des stratégies d'économie, et de partager une part de l'épargne réalisée avec les employés ayant proposé lesdites mesures. Il est important de reconnaître que ce programme aurait un faible impact sur le solde budgétaire du Québec à court terme. Nous demeurons convaincus que de telles améliorations incrémentales dans la qualité et l'efficacité des services offerts ne doivent pas être négligées.

⁴³ <https://www.innovations.harvard.edu/gainsharing-program>

⁴⁴ <https://www.washingtonpost.com/archive/local/1998/03/26/md-counties-try-productivity-bonuses/2ed5418c-50db-431c-837c-97c47c776799/>

⁴⁵ <https://mayor.baltimorecity.gov/news/press-releases/2019-02-15-mayor-pugh-announces-savings-over-950000-city-gain-sharing-plan>

Conclusion

Lorsque le Québec est entré dans la pandémie, le gouvernement venait de déposer son sixième budget équilibré consécutif. Cela a fait place à un déficit chiffré à 15 milliards de dollars pour cette année – 30 milliards d’ici 2023 – et une prévision de déficit structurel établi entre 5,5 et 7 milliards de dollars en sortant de la crise.⁴⁶ Selon les prévisions du ministère des Finances, ces nouveaux emprunts feront croître les dépenses d’intérêts sur la dette du Québec de près de 23 pour cent d’ici 2023.⁴⁷

Avec raison, le ministre des Finances reconnaît que le Québec doit viser un retour rapide à l’équilibre budgétaire, ayant fixé 2025 comme objectif.⁴⁸ Dans cet esprit, il est important que le Québec adopte rapidement un plan de retour à l’équilibre budgétaire afin de commencer à lutter contre son déficit structurel.

Considérant que la rémunération des employés gouvernementaux accapare 45 pour cent des dépenses gouvernementales, il va de soit que ces dépenses de rémunération devront être réduites. Refuser de toucher à une aussi grande part des dépenses gouvernementales ne fera que rendre plus difficile l’exercice de rationalisation. Ces réductions devront toucher tant la rémunération que le nombre d’employés à l’emploi du gouvernement.

Les élus québécois, en tant que leaders, doivent montrer qu’ils ne sont pas au-dessus des sacrifices qu’ils demandent à la population et aux employés gouvernementaux. À l’instar de politiciens à travers le pays et à travers le monde, il est du ressort des élus québécois de réduire leur salaire en signe de solidarité avec les citoyens et entrepreneurs qui ont vu fondre leur revenu.

Le gouvernement a aussi un rôle à jouer dans la relance économique du Québec. Ce rôle doit se jouer non pas en sélectionnant quelques entreprises ou secteurs choyés, mais plutôt en cessant d’en demander autant à l’ensemble des secteurs de l’économie.

En remplaçant les subventions aux entreprises par des baisses de l’impôt corporatif, le Québec serait en mesure d’abaisser son taux général à 7,5 pour cent, ce qui représenterait le taux le plus attractif au pays, aidant à attirer de nouveaux investissements et à récupérer les emplois perdus.

Le gouvernement doit aussi mettre fin à la double taxation de certains biens tels l’essence et l’alcool en cessant de calculer la taxe de vente sur Québec sur la part de taxe incluse dans le prix de ces produits. Cette double taxation va à l’encontre du principe même d’une taxe sur la valeur ajoutée et coûte plus de 377 millions de dollars par an aux contribuables québécois.

En utilisant la moitié de l’épargne identifiée dans ce mémoire pour réduire les factures d’impôt des Québécois et Québécoises, le gouvernement serait en mesure de réinjecter 3,4 milliards de dollars directement dans l’économie locale. Un tel stimulus fiscal généralisé aurait pour effet de rehausser le revenu disponible des Québécois et Québécoises, et ainsi de stimuler l’économie locale par la consommation.

⁴⁶ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2020/documents/AUTFR_lepointNov2020.pdf

⁴⁷ http://www.finances.gouv.qc.ca/MAJ2020/documents/AUTFR_lepointNov2020.pdf

⁴⁸ <https://www.lapresse.ca/affaires/economie/2020-10-19/pas-de-retour-a-lequilibre-budgetaire-au-quebec-avant-2025-2026.php>